

FACE À LA DÉFERLANTE INDUSTRIELLE CHINOISE, L'EUROPE DISPOSE D'ATOUTS MAIS CHERCHE UNE STRATÉGIE

La montée en puissance de la Chine fragilise des pans majeurs de l'industrie européenne. Mais, comme l'illustre au premier chef l'économie allemande, l'Europe se réoriente, portée par les cycles d'investissement dans la défense, l'électrification et l'intelligence artificielle. Elle redirige ses exportations et parvient à maintenir des positions fortes, notamment dans les services à haute valeur ajoutée dont les exportations vers la Chine croissent tendanciellement. Mais ce repositionnement reste fragile et pourrait être freiné par les coûts économiques du conflit au Moyen-Orient. Pour consolider ses positions, l'Europe doit accélérer l'unification de son marché intérieur et doubler d'efforts pour bâtir sa politique industrielle. C'est l'objet de la feuille de route « Une Europe, un marché ».

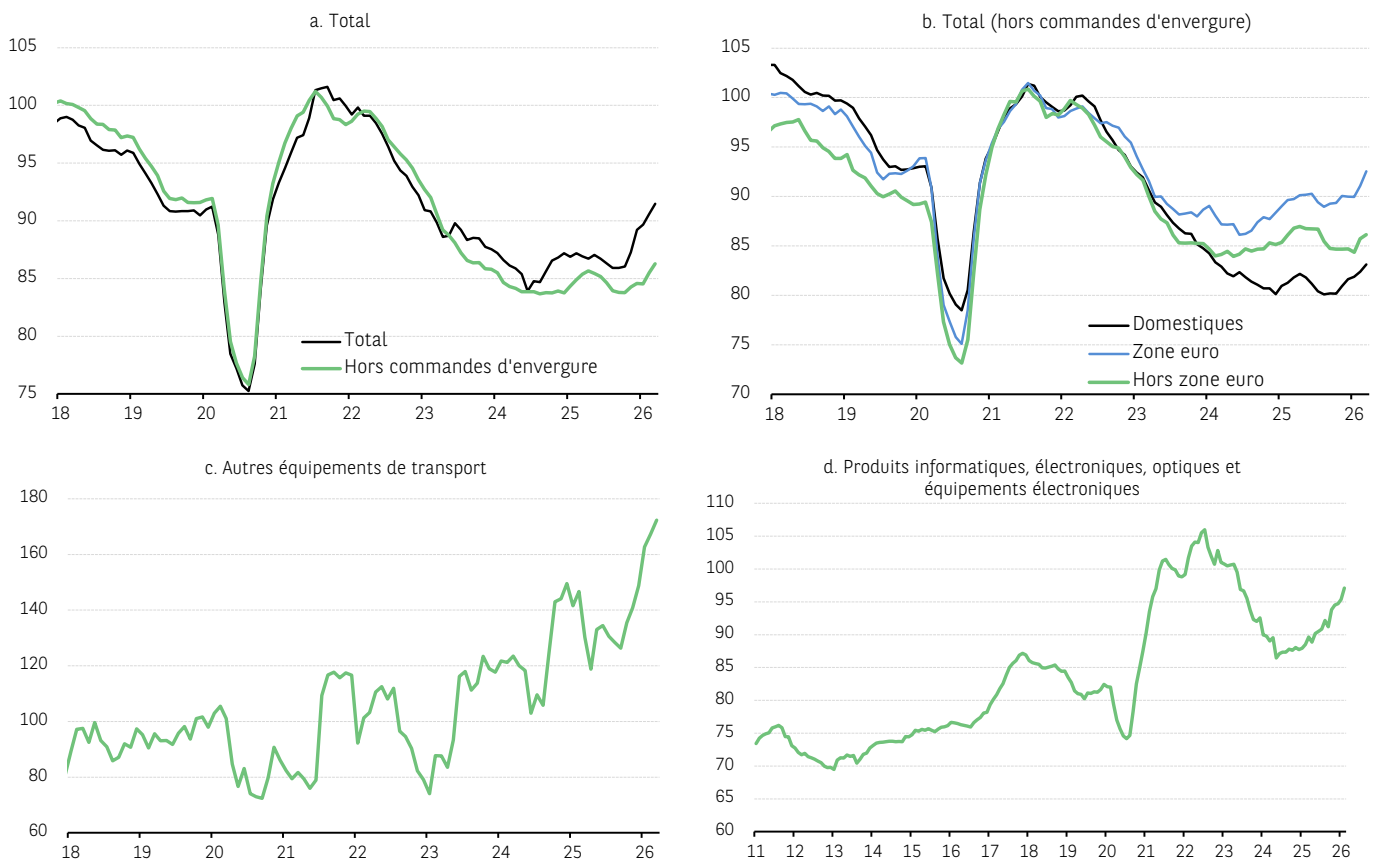
L'ALLEMAGNE REDEVIENT UN MOTEUR

L'économie allemande rompt progressivement avec son modèle traditionnel. Historiquement adossée à l'automobile et à la chimie – deux secteurs particulièrement concurrencés par la Chine – elle se réoriente vers la défense, l'aéronautique et les équipements électroniques et électriques. C'est ce que confirment les chiffres des nouvelles commandes industrielles (cf. graphique 1). Désormais deuxième budget de l'OTAN, l'Allemagne amorce ainsi une reconversion historique qui porte déjà ses fruits.

Par ailleurs, en augmentant sensiblement ses dépenses dans la défense, et bien qu'en s'approvisionnant en partie en dehors de l'Europe, l'Allemagne fournira des débouchés supplémentaires à la base industrielle européenne. Cet effort n'est toutefois pas isolé au sein de l'Union européenne ([voir notre analyse](#)) : en 2025, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas et l'Espagne ont consenti, à eux quatre, une augmentation de leur budget de la défense qui dépasse l'effort additionnel allemand.

L'INDUSTRIE ALLEMANDE BÉNÉFICIE DES CYCLES D'INVESTISSEMENT ACTUELS

Nouvelles commandes industrielles (indice 2021=100, moyenne mobile sur 6 mois)



GRAPHIQUE 1

SOURCE : DESTATIS, BNP PARIBAS



Le fonds SAFE¹ de EUR 150 mds, destiné à financer l'effort de réarmement européen, générera un choc de demande supplémentaire dont bénéficieront les industriels européens de la défense, notamment dans les pays de l'UE qui accélèrent leur montée en puissance militaire, en particulier à l'est de l'Europe (Pologne, Roumanie notamment). Cela va favoriser le développement de nouvelles niches technologiques dans lesquelles la Chine n'est pas encore en mesure de rivaliser, même si Pékin investit massivement dans le secteur de la défense.

Le *Mittelstand* allemand tire parti des cycles d'investissement dans la défense, l'électrification et l'IA via les intrants dans des secteurs tels que l'électronique-informatique et les équipements électriques (cf. graphique 1c et 1d). En témoigne la hausse soutenue des nouvelles commandes d'équipements de communication (+30% depuis janvier 2025²), de composants électroniques (+11%) ou encore d'instruments optiques de précision (+30%). Ces deux secteurs pèsent pour 15% de la production industrielle allemande³ (devant les machines-outils et l'automobile, 12% chacun). Les commandes d'« autres moyens de transport » (qui pèsent pour 5,8%) – essentiellement tirées par l'aéronautique – enregistrent également une hausse des volumes sans précédent. Ce rebond de la demande se heurte encore à des contraintes de production. Mais il laisse présager une reprise de l'activité industrielle.

Les risques à court terme restent importants : la crise énergétique liée au conflit au Moyen-Orient pourrait pénaliser davantage encore l'automobile et la chimie allemandes. Malgré cela, la croissance allemande devrait se renforcer en 2026 à 0,8% en 2026, puis 1,1% en 2027. En diversifiant son socle industriel, l'Allemagne se dote d'une capacité de rebond qui ne doit pas être sous-estimée.

COMMENT L'EUROPE DOIT-ELLE SE POSITIONNER FACE À LA CHINE ?

Le rapport de force reste structurellement défavorable. Le déficit commercial de l'UE vis-à-vis de la Chine s'est encore alourdi en 2025 (EUR 360 mds). Symbole d'une page qui se tourne, le solde a basculé dans le rouge pour l'automobile. De plus, la dépendance européenne aux importations chinoises ne faiblit pas. La part de la Chine dans le total des importations de l'UE s'est même accrue en 2025. La Chine reste ainsi incontournable pour l'approvisionnement de l'Europe en matériaux critiques et en équipements indispensables à la transition écologique (voir notre analyse).

L'Europe conserve néanmoins des avantages compétitifs dans l'aéronautique, le secteur pharmaceutique⁴ et nombre d'équipements industriels de pointe dont la transition énergétique et la montée en puissance industrielle de la Chine dépendent encore, notamment les semi-conducteurs⁵.

Cependant, du côté des services, le rapport de force est favorable à l'Europe. Celle-ci a enregistré, au cours des dernières années, un excédent en hausse pour les services à haute valeur ajoutée – propriété intellectuelle, services informatiques/télécommunications, finance (cf. graphique 2). En 2025, ces exportations de services ont néanmoins stagné. Ce recul est attribuable en partie à des effets de change défavorables : la dépréciation du renminbi, de l'ordre de 8% face à l'euro en 2025, a pénalisé la compétitivité des exportateurs européens sur l'ensemble des marchés (biens, services et marchés tiers).

1 Security Action for Europe.

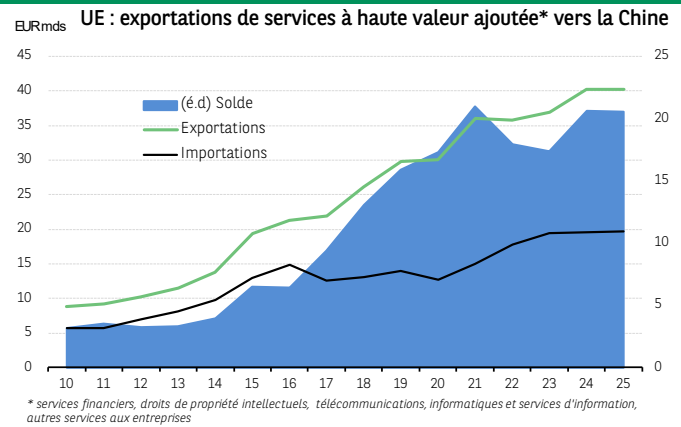
2 Données lissées sur douze mois.

3 Poids dans l'indice de production industrielle (structure de 2021).

4 Selon nos calculs, les parts de marché de l'UE dans les secteurs aéronautiques et pharmaceutiques s'élevaient respectivement à 33% et 62%, contre moins de 3% pour la Chine (source : UN Comtrade).

5 Pour plus de détails, voir *Relearning the Language of Power: Geopolitical coalitions and pooled geoeconomic deterrence as Europe's plan B for a post-WTO world*, Geos-Strategic Europe Taskforce, February 2026.

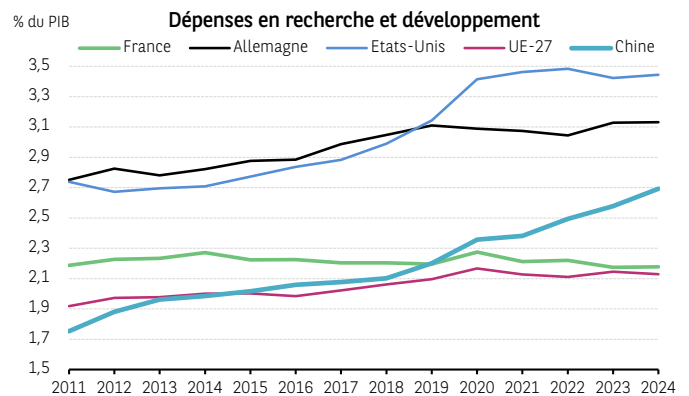
DANS LES SERVICES, L'UE PROFITE DE LA TRANSFORMATION CHINOISE



GRAPHIQUE 2

SOURCE : EUROSTAT, BNP PARIBAS

LA MONTÉE EN PUISSANCE TECHNOLOGIQUE CHINOISE SE POURSUIT



GRAPHIQUE 3

SOURCE : OCDE

Toutefois, le 15^e plan quinquennal chinois cible ces secteurs (voir notre analyse) et les efforts de la Chine en recherche et développement ne cessent de croître. Selon l'OCDE, ils ont dépassé en volume ceux des États-Unis en 2024⁶ pour atteindre à 2,7% du PIB (cf. graphique 3), contre 2,1% pour l'UE-27 (l'Allemagne a dépensé plus en R&D avec à 3,1% du PIB).

En outre, le protectionnisme américain a réorienté une partie des exportations chinoises vers l'Europe, aggravant la pression sur des secteurs déjà affaiblis par les surcapacités chinoises. Cela fournit néanmoins un levier de négociation à l'Europe car elle constitue pour Pékin un débouché d'exportations privilégié pour ses produits de haute valeur ajoutée, ainsi qu'une zone d'implantation pour ses entreprises. D'ailleurs, l'intensification des partenariats entre constructeurs automobiles chinois et européens sur le sol européen répond à un certain pragmatisme. L'Europe dispose, en effet, de capacités de production inexploitées et la Chine souhaite s'implanter en Europe, notamment pour mieux sécuriser ses marchés tiers.

6 Selon les dernières données de l'OCDE (mars 2026), la Chine a dépensé USD 859,3 mds en recherche et développement en 2024 contre USD 847,9 mds pour les États-Unis en parité de pouvoir d'achat.



Si un recalibrage des règles de concurrence est nécessaire face à la Chine, l'enjeu pour l'Europe n'est pas d'engager un bras de fer tarifaire qui se retournerait contre ses propres exportateurs et renchérirait le coût de ses importations d'intrants critiques. L'enjeu est d'accélérer la transformation de sa base industrielle. L'Europe peut compter pour cela sur de nouveaux pôles de croissance : l'Espagne, le Portugal et certaines économies d'Europe centrale qui bénéficient aujourd'hui de coûts de production plus bas. Elle peut s'appuyer sur un *mix* électrique moins carboné (le renouvelable et le nucléaire ont représenté 71% de la production d'électricité en 2025). Reste à mobiliser ces atouts avec cohérence et de façon structurée.

La divergence d'intérêts entre États membres constitue un frein structurel mais le contexte économique et sécuritaire actuel permet des avancées importantes. Une réponse structurée de Bruxelles commence ainsi à se dégager autour de deux axes complémentaires : la protection et la diversification.

Dernière avancée en date : l'accord provisoire sur le *Critical Medicine Act*, conclu le 12 mai, permettra de réduire la dépendance de l'Europe aux fournisseurs asiatiques pour une liste de médicaments essentiels. Les règles de diversification de l'approvisionnement pourraient bientôt s'élargir aux secteurs les plus exposés aux surcapacités chinoises⁷. Autre pas en avant mais toujours en cours de négociation : l'*Industrial Accelerator Act* ouvrirait l'accès aux IDE chinois, sous conditions renforcées, à des secteurs où une montée en gamme européenne est nécessaire. Cela constituerait une option réaliste et mutuellement bénéfique pour l'UE et la Chine. En revanche, des plans de sauvegarde dans les secteurs industriels stratégiques où les surcapacités chinoises sont les plus importantes (chimie, automobile, acier) justifient, pour leur part, un soutien public assumé et coordonné à l'échelle européenne.

Les préconisations des rapports Draghi et Letta visant à renforcer le marché intérieur européen restent, à ce titre, plus que jamais d'actualité. Les effets d'échelle permis par un renforcement du marché intérieur et les politiques d'harmonisation européenne sont des volets clés de la feuille de route « Une Europe, un marché » préparée par la Commission européenne et validée par les États membres à l'issue du Conseil européen du 18 avril dernier (cf. [tableau édito Ecoperspectives](#)).

L'UE RÉORIENTE SES EXPORTATIONS

Ces avancées, même très progressives, ainsi que le renforcement du cycle d'investissement en Europe posent les bases d'un renforcement des échanges commerciaux intra-UE. Ces derniers ont amorcé un redressement en 2025 (+0,4% en volume) après plusieurs années de contraction. La hausse des commandes industrielles allemandes en provenance de la zone euro envoie un bon signal pour 2026 (cf. *graphique 1b*). Dans le même temps, les Vingt-sept trouvent de nouveaux débouchés en régionalisant une partie des échanges, via un renforcement des exportations vers l'EFTA (+2,0% en volume en 2025) et la proche périphérie de l'UE ([voir notre analyse](#)). Les exportations vers les États-Unis ont également bien résisté en 2025 (+0,6%). Par ailleurs, l'UE a répondu aux tensions commerciales par une intensification des négociations commerciales (le Mercosur, l'Inde, la Malaisie, l'Australie) et le renforcement de partenariats stratégiques portant sur l'accès aux minéraux critiques (Chili, Australie, Canada).

En capitalisant sur les cycles structurels en cours — défense, intelligence artificielle, transition énergétique — l'Europe amortit une partie du « choc chinois », tout en restant très dépendante des intrants industriels de la Chine. La stratégie de résilience européenne reposera sur trois axes complémentaires : la réorientation industrielle vers les secteurs les plus porteurs, le renforcement du marché intérieur et des politiques d'harmonisation, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement. Face à la montée en puissance de la Chine, le temps semble jouer contre l'Europe mais les marges de manœuvre de l'UE ne sont pas aussi réduites qu'il n'y paraît.

Guillaume Derrien
guillaume.a.derrien@bnpparibas.com

⁷ Voir Financial Times, [EU plans to force companies to buy parts from non-Chinese suppliers](#), 18 mai 2026.

